



La ZLÉA nous affectera dans notre quotidien, et bien que tous ces accords internationaux semblent abstraits et éloignés, il est essentiel de s'en préoccuper. La série Bas les masques! s'attarde à différents aspects de l'éducation qui seront affectés par la ZLÉA, directement ou indirectement.



## DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES QUI ONT LA MAIN MISE SUR L'ÉDUCATION ...

### Fond Monétaire International

Qu'est-ce que le FMI ?

Le FMI est une organisation internationale qui travaille de concert avec la Banque Mondiale (BM). Son mode de fonctionnement peut se résumer de la façon suivante : le FMI accorde des prêts monétaires aux pays en voie de développement. Ce qui est plus dangereux, c'est que ces prêts sont conditionnels à l'application de certaines mesures. L'ensemble de ces mesures pour un pays donné est appelé Programme d'Ajustements Structurels (PAS). Les PAS contiennent de nombreux éléments qui réforment en profondeur les structures des pays emprunteurs, nuisant à la démocratie, accroissant le fossé entre riches et pauvres, détruisant l'accès à certains services essentiels comme la santé et l'éducation...

Et l'éducation dans tout ça ?

Plus spécifiquement sur la question de l'éducation, les pays assujettis aux PAS ont vu se détériorer la qualité et l'accessibilité de leur éducation à une vitesse inquiétante. En effet, le FMI exige souvent des coupures draconiennes dans tous les services publics. Ces coupures sont particulièrement marquées dans les domaines des arts, des sciences humaines, et de la recherche fondamentale, domaines qui ne sont pas rentables à court terme pour l'économie. L'effet de ces coupures est de rendre encore plus élitiste l'éducation supérieure, ce qui confine les populations à être et rester une main d'œuvre bon marché pour les entreprises des pays riches.

### Banque Mondiale

Travaillant de pair avec le FMI, la banque mondiale se vante de participer positivement au développement durable des pays en voie de développement en allouant des prêts à ces pays. Tout comme avec le FMI, ces prêts impliquent aussi la collaboration du pays emprunteur. En effet, des conseillers " hautement qualifiés " ont la responsabilité d'établir des stratégies de développement visant à aider le pays. Le problème majeur, c'est que les priorités de la Banque Mondiale sont bien différentes de celles des populations. Malgré leurs dires, les résultats observés dans les pays emprunteurs soumis aux politiques de la BM sont désastreux. Parmi les six nécessités sur lesquelles la Banque mondiale met l'accent, il s'en trouve deux qui se concilient difficile-

ment avec les autres. En effet, des propos comme " encourager le développement des entreprises privées ", et " promouvoir des réformes afin d'instaurer un environnement macro-économique stable, qui permette de faciliter l'investissement et la planification à long terme " riment souvent sinon toujours avec compromis sur l'environnement ou sur les droits des travailleurs et des travailleuses, exploitation des femmes, baisse de la qualité de l'éducation, etc. ... Ces effets ont été observés dans plusieurs pays. Pourtant, les pays pauvres, déjà surendettés, se voient forcés de recourir aux prêts de la Banque mondiale (puisque'il n'existe plus d'autre bailleur de fond prêt à accorder le financement nécessaire), et de se soumettre à ses politiques.

### L'ALENA

ALENA désigne l'Accord de Libre Échange du Nord de l'Amérique. Cet accord est en place depuis déjà quelques temps, et l'on peut observer ses effets concrets. Son but et les moyens mis en place pour l'atteindre sont les ancêtres de l'actuel projet de Zone de Libre Échange des Amériques (ZLÉA). L'objectif

en question est de faciliter le commerce entre les pays membres. Faciliter le commerce, dans ce contexte, a de graves implications. Faciliter le commerce impliquerait que tout doit pouvoir être commercialisé, et que les pays ne doivent pas agir de façon protectionniste (c'est à dire en protégeant une entre-

prise locale au détriment d'une entreprise étrangère). Ultiment, les services publics comme l'éducation pourraient être considérés comme une compétition déloyale à une entreprise fournisseuse d'éducation, ce qui est interdit par l'ALENA, et qui le serait par la ZLÉA.

**OMC**

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a été créée en 1995 et compte à ce jour 144 pays membres. Son but est, encore une fois de " ...favoriser autant que possible la bonne marche, la prévisibilité et la liberté des échanges. " Sur la scène internationale, l'OMC tient le rôle de juge en matière de commerce. Les jugements reposent sur une série d'accords, dont le plus important est le fameux General Agreement on Tariffs and Trade (GATT). Évidemment, ce n'est pas le seul accord existant et les accords évoluent constamment. Notons qu'à ce jour, on peut trouver dans les accords en cour de négociation des éléments fondamentaux de l'AMI (voire ci-contre). L'OMC détient, par sa position de médiateur international, un très grand pouvoir sur les pays membres. Et puisque les accords sont tous négociés avec le but de faciliter le commerce, ce sont les intérêts des entreprises privées, et spécialement des multinationales et non celles des citoyens et citoyennes auxquels on accorde la priorité.

**AMI**Accord Multilatéral sur l'investissement

L'une des grandes menaces des organisations internationales ayant plané sur nos têtes fut l'Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI.) Cet accord n'a fort heureusement jamais été signé, suite à l'immense opposition populaire dont il a fait l'objet, en particulier lors de la rencontre de Seattle, en 1998 [est-ce que c'était pas 1999 Seattle?]. Ce projet contenait de nombreuses clauses extrêmement inquiétantes. En résumé, l'accord propose d'interdire aux pays la protection de l'environnement, l'application de normes décentes du travail, ou encore le développement de l'économie locale au détriment des multinationales. L'application de ces droits fondamentaux brimerait le droit aux entreprises de faire du profit, ce qui, selon les organisations internationales, est très mauvais pour le développement. Il va sans dire que si les pays n'ont plus même le droit de protéger leur population, les services publics, dont l'éducation, sont gravement menacés.

**G-8**

Le G8 ou Groupe des Huit, est un regroupement informel des sept plus grandes puissances économiques de la planète : l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon, auxquels s'ajoute la Russie. Le président actuel de l'Union Européenne y participe aussi. Le G-8 se considère comme un simple forum de discussion ; pourtant, rien n'est adopté dans les organisations internationales plus formelles ( OMC, FMI, OCDE ) sans le consentement du G-8. Les lignes directrices du G-8 sont donc d'une importance capitale. Plus formellement, on constate que les membres du G-7 (c'est à dire le G-8 sans la Russie) détiennent un total de 45% des droits de vote à la Banque mondiale et au FMI, ce qui équivaut pour ainsi dire à un droit de veto. On voit bien que les pays membres du G-8 ont un pouvoir bien peu légitime sur les autres pays, souvent laissés pour compte.

**OCDE**L'organisation de Coopération pour le Développement Économique

L'OCDE est une des organisations qui exerce le plus d'influence sur les pays riches. Elle regroupe \_\_\_\_\_ pays et son principal moyen d'action est de comparer les pays les uns aux autres et de les classer selon leur performance. Afin d'être bien classés, et ainsi d'être reconnus sur la scène internationale, les pays membres ajustent leurs façons de faire aux standards de l'OCDE. Pourtant, ces standards sont fixés selon des intérêts plus monétaires qu'humains. En éducation, ce processus se traduit littéralement par un assujettissement de l'éducation aux lois du marché et ce, dans tous les pays. En bref, bien que le processus soit plus subtil que les Plans d'Ajustement Structurels du FMI, l'objectif est le même, et les effets sont tout aussi désastreux et pervers.

**Pour en savoir plus**

(voici quelques références utiles; à consulter afin de voir le double jeu de ces groupes. Se référer aux autres numéros pour des sources d'information alternatives)

**OCDE** : [www.OECD.org](http://www.OECD.org)  
**G-8** : <http://www.g8.gc.ca/>  
**OMC** : <http://www.wto.org/>  
**FMI** : <http://www.imf.org/>  
**BM** : <http://www.banquemondiale.org/>  
**ALENA** : <http://www.nafta-sec-alena.org/french/index.htm>  
**ZLÉA** : <http://www.ftaa-alca.org/>

**Ce feuillet a été produit conjointement par**

Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante  
 1097 rue Saint-Alexandre, suite 404, Mtl. Qc, H2Z 1P8 (514) 390-0110  
<http://www.asse-solidarite.qc.ca>

Fédération Canadienne des étudiants et des Étudiantes, section Québec  
 1242 rue Mackay suite 201, Mtl. Qc, H3G 2H4 (514) 931-2377

<http://www.education-action.net/>